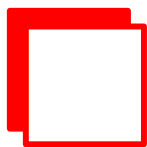


# A CONTRE COURANT

## SYNDICAL ET POLITIQUE

ISSN 0997 6922

N°199 - 1,50 € - Novembre 2008



Pour l'Emancipation Sociale!



## En toute immodestie !

Depuis le temps que vous nous fréquentez, vous avez fini par nous connaître. Vous savez qu'il n'est pas dans nos habitudes de nous jeter des fleurs et de péter plus haut que notre cul. Sans avoir été élevés par les curés et les bonnes sœurs, nous avons tout de même de l'éducation !

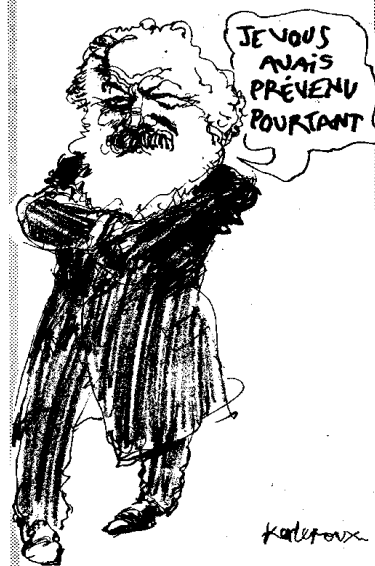
Mais cette fois-ci, on n'y résistera pas : devant la déconfiture des marchés financiers, des banquiers, des entrepreneurs et de leurs idéologues patentés, dont la crise a fait éclater les baudruches verbales qui leur tenaient lieu d'analyses en même temps qu'elle fait dégringoler les Bourses qu'ils voyaient monter au ciel, on ne peut s'empêcher de souligner que nous soutenons depuis vingt ans<sup>(1)</sup> la thèse que, non seulement les politiques néolibérales font le malheur de l'humanité, mais qu'elles vont entraîner tout le monde, y compris le capital lui-même, vers la catastrophe. Et cela pendant que des cohortes de journalistes, d'universitaires, d'hommes politiques et d'hommes d'affaires chantaient les vertus du capitalisme libéralisé et mondialisé. Avec quelques petits groupes, nous avons été parmi les rares qui n'ont jamais cru aux balivernes débitées par les moulins à prière du capital. Contre marées mondialistes et vents néolibéraux, nous avons maintenu notre conviction que ce monde finira par s'écrouler comme un château de cartes.

Le rappel de la validité de notre analyse est d'autant plus nécessaire que la cohorte des faillis idéologiques susmentionnés continue à tenir le haut du pavé médiatique et à nous faire la leçon. N'entend-on pas cette basse-cour roucouler aujourd'hui « *Rerégulons, rerégulons !* » comme elle a caqueté des années durant « *Dérégulons, dérégulons !* », avec le même psittacisme dans la forme et la même stupidité sur le fond. L'art de psalmodier de concert est décidément le seul dans lequel excelle ce genre de volatiles.

Nous autres, les minoritaires si souvent raillés et déconsidérés – archéomarxistes, attardés du XIX<sup>e</sup> siècle - nous nous félicitons aujourd'hui de ce que, étant tombés tout petits, à l'âge où l'on s'éveille à la politique, dans la potion magique du *Capital*, nous avons compris une fois pour toutes que le capitalisme reste aujourd'hui ce qu'il était hier et ce qu'il sera demain s'il réchappe de sa crise actuelle: un mode de production fondamentalement contradictoire et donc instable, dans lequel l'accumulation des forces productives de la société ne peut venir que buter inexorablement sur les limites que lui impose la propriété privée des moyens de production; et qu'aucune innovation technique, aucune 'nouvelle frontière', aucune sophistication financière ne pourront jamais le délivrer de cette contradiction.

Les circonstances présentes nous autorisent à jouer les immodestes et à nous amuser un instant des inquiétudes et des contorsions idéologiques ridicules de nos adversaires de classe. Ils sont déstabilisés; c'est plaisant. Mais ils pourraient se rétablir si le prolétariat ne songe pas à les bousculer un peu plus; ça, ce serait moins réjouissant.

CRISE :  
LA REVANCHE  
DE KARL MARX



(1) Le numéro 200 va correspondre à vingt ans de parution

La mort accidentelle de Jörg Haider a rendu visible la gravité de certaines régressions politiques et idéologiques que connaît l'Autriche.

Eten France?... Vous découvrirez ci-dessous un article que les responsables de la rubrique «rebonds» de "Libé" n'ont pas jugé bon de publier. Un autre texte, allant dans le même sens, a également été refusé par "Le Monde" et "Libé".

# L'Autriche honore son délinquant xénophobe

Dès 6 heures du matin le samedi 11 octobre 2008, les médias autrichiens ne bruissent que de la mort de Jörg Haider qui s'est tué dans la nuit dans un accident de voiture à la sortie de Klagenfurt. Dans les heures et jours suivant, on apprendra que le gouverneur de Carinthie roulait à plus de 140 km/h dans une zone limitée à 70 avec 1,8 g d'alcool dans le sang. La famille attaquera le procureur pour avoir laissé filtrer cette information. Jörg Haider est mort comme il a vécu en délinquant, désirant imposer des lois aux autres mais les refusant pour lui-même.

Pour un étranger, pour un démocrate, les réactions à la mort de Jörg Haider sont totalement incompréhensibles. Pendant toute la semaine, des milliers d'anonymes déposent des couronnes et des bougies devant le siège du gouvernement provincial de Carinthie ou sur le lieu de l'accident. À travers la province fédérale, des banderoles pleurent «Jörg, le roi des cœurs carinthiens». Dans les écoles, une minute de silence est observée à la mémoire du gouverneur disparu, les enfants sont invités à chanter pour lui.

Le mercredi suivant l'accident, 4000 personnes prennent part à une cérémonie religieuse en sa mémoire dans la cathédrale Saint-Etienne de Vienne. Cette cérémonie rassemble des anciens ministres, du FPÖ et du BZÖ (Alliance pour l'avenir de l'Autriche) mais aussi conservateurs comme sociaux-démocrates, et quelques néo-nazis reconnaissables à la boucle de leur ceinturon affichant un double «S». D'après le quotidien viennois *Kurier*, cette fièvre populaire rappelle celle «autour de Lady Di et de Mère Teresa», elle a été magnifiquement récupérée par les médias. Le tabloïd *Österreich* sort dans les kiosques un numéro spécial agrémenté d'un DVD intitulé «C'était Jörg Haider» et réunissant «les scènes de sa vie, de son ascension, de ses succès [...] et ses meilleurs discours». L'ORF, la télévision publique autrichienne modifie ses programmes du samedi 18 octobre pour diffuser en direct durant deux heures la cérémonie des obsèques.

Entre 25 000 et 30 000 personnes assistent le samedi 18 octobre à ces obsèques. Le président de la république Heinz Fischer, le chancelier social-démocrate encore en exercice Alfred Gusenbauer, le président du SPÖ Werner Faymann, chargé de former le futur gouvernement, ses homologues des autres partis à

l'exception des Verts et les gouverneurs des provinces fédérales viennent rendre un dernier hommage à leur collègue qui avait déjà été gouverneur de Carinthie en 1989 et qui avait été destitué en raison de son apologie de la politique d'emploi du Troisième Reich. Parmi les invités étrangers figurent notamment Said Kadhafi, l'un des fils de Khadafi, avec lequel Jörg

Haider était lié depuis fort longtemps. Quant aux représentants des organisations de l'extrême droite européenne, ils semblent avoir été discrets.

La semaine précédant les obsèques, les responsables politiques du pays, Verts mis à part, ne tarissent pas d'éloges sur cet homme. Que Jörg Haider ait été une bête politique, qu'il ait

transformé les rapports politiques ces vingt dernières années en Autriche c'est indéniable, mais doit-on l'en remercier ? Doit-on rendre hommage à un homme qui, depuis plus de vingt ans, n'a eu qu'insultes à la bouche pour le système politique du pays, pour ses adversaires et amis politiques qui, comme si ils n'avaient rien entendu, lui ont rendu des honneurs quasi officiels ? Doit-on saluer un homme qui en diffusant un discours xénophobe voire parfois raciste pendant toutes ces années l'a rendu licite et dicible dans la société autrichienne, un homme qui a réactivé toutes les pratiques et tous les réflexes populistes ?

Qu'une partie de la population de Carinthie pleure son «Landesvater», que «le fils-adoptif» de Haider, Stefan Petzner, secrétaire général du BZÖ, pleure comme un amoureux transi quand il évoque son «chef», son «ami» ou «l'homme de sa vie», que l'évêque de la région parle du grand «cœur inquiet et dynamique» de Jörg Haider on peut le comprendre, mais que le Président de la République en personne laisse entendre que Jörg Haider ait été «un homme politique de grand talent», qu'il ait été en somme qu'un homme politique comme les autres, cela n'est guère acceptable. Quant au discours d'Alfred Gusenbauer, chancelier social-démocrate, le jour des funérailles, il est absolument inaudible pour un étranger, pour un

démocrate : «Oui, en ce jour, nous devons dire, quel que soit notre parti politique : respect et reconnaissance. Jörg Haider, tu as voulu beaucoup de choses, tu ne les as pas toutes accomplies mais en grande partie, et beaucoup, beaucoup de personnes t'en remercient.» La politique d'alliance de Wolfgang Schüssel avec le FPÖ en 2000 avait rendu Jörg Haider fréquentable, mais on pouvait espérer que cela ne valait que pour les conservateurs chrétiens.

De rares journalistes de l'ORF, Tarek Leitner ou Armin Wolf, ont tenté de modérer les propos et de rappeler des évidences. Ils ont été submergés de critiques ou rappelés à l'ordre par les représentants de la droite radicale. Même les opposant-e-s les plus véhément-e-s à Jörg Haider ne sont autocensuré-e-s au nom de la *Pietät*, du respect des morts. Les quotidiens ont fermé leurs blogs ou tribunes aux réactions trop négatives. La presse et les médias se sont mis à qualifier Anton Pelinka, professeur de science politique à l'Université d'Innsbruck, «d'opposant» car il ose rappeler combien Jörg Haider a nui à l'Autriche et lui nuit encore après sa mort. Il est l'un des seuls à ne pas oublier quelle a été la « carrière » de Jörg Haider, sa contribution à la «haidérisation» des esprits, sa responsabilité dans la banalisation de la xénophobie et du racisme dans ce pays.

En fin de compte, il faut écouter les journaux télévisés des télévisions allemandes pour apprendre que cet homme politique, à qui l'Autriche entière rend hommage rendait, lui, hommage à la politique de l'emploi du Troisième Reich et niait des décennies durant l'existence de la nation autrichienne.

Ce n'est qu'au lendemain des obsèques que *Die Presse* s'interrogera sur l'hommage à un homme «qui ignorait tout autant les avis de la Cour suprême sur l'affichage bilingue (en allemand et en slovène, en Carinthie) que le code de la route ?», en un mot à un délinquant.

La mort de Jörg Haider nous rappelle une nouvelle fois que les élites politiques autrichiennes n'ont toujours pas tiré les leçons du passé. Franz Vranitzky, chancelier fédéral de 1986 à 1997, qui fut un des seuls hommes d'Etat autrichiens à défendre l'idée du «cordon sanitaire» autour de Haider et à revenir sur les responsabilités de l'Autriche et des Autrichien-ne-s dans les crimes du national-socialisme doit se sentir bien seul en ce moment.

**Paul Pasteur**

Professeur d'histoire contemporaine à l'Université de Rouen - Co-rédacteur en chef de la revue *Austriaca*



# Vers la stratégie de choc et effroi ?

## L'exemple de la Russie «post soviétique»

A l'heure des premiers chocs de la crise financière mondiale qui risquent de provoquer des dégâts sociaux inimaginables, les élites politiques qui, hier, faisaient l'apologie du système capitaliste financiarisé et du libre marché «autorégulateur», tiennent, aujourd'hui, des propos gauchisants. Ils n'ont pas de mots trop durs, trop crus pour condamner les spéculateurs. A l'image de Sarkozy autoproclamé «sauveur du monde», ils prétendent moraliser le capitalisme tout en prônant un interventionnisme effréné pour le sauver. Les naïfs et pseudo naïfs de Gauche, voire de la Gauche de Gauche, font de la surenchère «keynésienne» pour relancer l'économie. Au pouvoir, le clan sarkozyste semble toujours les devancer: emplois aidés, hausse des indemnités chômage. Car tous sont plus ou moins convaincus que les «temps maudits» sont revenus. Le voile des louanges frauduleuses se déchire. L'économie casino est en faillite. Ils s'alarment, au même titre que la boîte à idées «*Entreprise et personnel*», des «risques de conflits durs», «*d'explosions sociales*» incontrôlables. «*L'heure est à la communication et au déminage*»<sup>1</sup>. Et si ça ne marchait pas ? C'est la raison pour laquelle il nous a semblé utile de revenir sur la «stratégie du choc, du capitalisme du désastre»<sup>2</sup> qu'ont imposée les puissances dominantes pour faire accepter le néolibéralisme. Non pas pour démontrer que l'histoire se répéterait d'autant que la bourgeoisie cosmopolite est ébranlée dans ses fondements, mais pour mieux saisir que la lutte des classes va s'intensifier. Le pire est à venir et les coups tordus, les manipulations de tous ordres vont certainement se déployer pour casser le mouvement social et trouver des boucs émissaires afin de détourner l'attention des problèmes réels. Si nous ne prenons que l'exemple de l'URSS, c'est à la fois parce qu'il est emblématique mais surtout parce que la propagande occidentale laisse encore croire que les libéraux, chantres de la démocratie de marché, seraient étrangers à la nature de la dictature capitaliste poutinienne qui a surgi des décombres du «socialisme» de caserne. En outre, vis-à-vis de ceux qui croient pouvoir revenir à l'ère définitivement close des Trente Glorieuses pacifiquement et par la voie paisible des élections, il convient de diffuser un «pessimisme de la réflexion» permettant d'anticiper par l'action les coups à venir.

On se rappelle qu'en 1990, Gorbatchev tente de mettre en œuvre un processus de démocratisation par le haut (transparence et restructuration). Il rêve, dans un système bloqué, une économie endettée, d'introduire le modèle social-démocrate dont il fait l'éloge. Mais le G7, le FMI, la Banque mondiale ne l'entendent pas ainsi ! L'ère keynésienne est forclosée. Pour espérer obtenir les aides financières sollicitées, c'est une stratégie de choc radicale qu'ils préconisent. Il faut suivre le modèle polonais, appliquer un programme économique inspiré de l'école ultra libérale de Chicago, adopter une ligne dure à l'exemple de Pinochet au Chili, prendre le risque d'une effusion de sang. Le Pinochet russe, ce fut Boris Eltsine qui, un mois après le sommet du G7, apparut d'abord en sauveur de la démocratie. Le 18 août 1991, comme par hasard, la vieille garde nomenklaturiste, à bord de tanks, fonça sur le Parlement russe issu des premières élections libres et ce, pour mettre un terme au processus de démocratisation. Le «brave» Boris, après quelques gesticulations au sommet d'un tank, renvoya cette escouade dans les casernes. Les médias occidentaux louangèrent son courage, le proclamèrent héros de la démocratie. Après ce 1<sup>er</sup> coup d'Etat, la dissolution de l'URSS proclamée entraîna ipso facto la démission de Gorbatchev.

Cet homme providentiel fit immédiatement appel aux conseillers US, les fameux Chicago boys, contre la promesse de 15 milliards de dollars pour convertir la Russie aux bienfaits du capitalisme. L'administration américaine enchantée ne fut pas en reste: elle dépêcha ses propres experts, ses financiers, afin qu'ils rédigent les décrets de privatisation et créent de toute pièce une Bourse calquée sur celle de New York. Prise au jeu, elle en rajouta: 2,1 millions de dollars furent consacrés aux frais et rémunérations d'équipes de jeunes avocats d'affaires et d'économistes.

La grande braderie des actifs russes pouvait commencer : 225 000 sociétés d'Etat étaient concernées. Mais un sondage révélait des «difficultés» à surmonter. Les Russes restaient attachés à la redistribution des richesses, pour 67% d'entre eux, les coopérati-

ves ouvrières étaient la façon la plus démocratique de «privatiser» les actifs de l'Etat et 79% se déclaraient attachés au plein emploi.

Joseph Stiglitz<sup>3</sup>, en désaccord avec la stratégie mise en œuvre l'a commentée en ces termes : «*Seule une attaque éclair lancée pendant la conjoncture favorable créée par le brouillard de la transition* (dite démocratique - ndr) *permet d'apporter des changements avant que la population n'ait eu le temps de s'organiser*». Et ce fut la «*thérapie du choc*», «*la destruction créatrice*» pour reprendre les termes des théoriciens du capitalisme criminel.

En 1992, brutalement des millions de Russes, issus de classes moyennes, avaient vu leur épargne engloutie. En un an, de 91 à 92, la consommation du Russe moyen avait diminué de 40 %, un tiers de la population vivait sous le seuil de pauvreté.

Désorientation, lassitude et puis, en mars 1993, les protestations se multiplient, le Parlement se mutine contre la politique imposée par le FMI. Cette instance internationale menace d'annuler le prêt promis de 1,5 milliard de dollars, si les réformes ne sont pas poursuivies. Boris Eltsine décrète l'état d'urgence, le Parlement se rebiffe et vote par 836 voix contre 2, sa destitution. Il riposte en faisant encercler le Parlement par l'armée, coupe le gaz, l'électricité et le téléphone, dissout les conseils municipaux et régionaux.

Pendant deux semaines, des manifestations pacifiques apportent leur soutien aux parlementaires, parviennent à

MEDVEDEV ÉLU



une levée partielle du blocus imposé par l'armée. Le nouvel homme fort de l'Occident capitaliste double la solde des soldats, renforce l'encerclement, les manifestants sont mitraillés (100 morts). Ordre est donné aux troupes de prendre d'assaut le Parlement. 5 000 soldats munis de tanks, d'hélicoptères, des commandos d'élite mitraillent, bombardent. Parmi la population, après 10 heures de ce délire meurtrier, on dénombre 500 morts, plus de 1 000 blessés et 1 700 arrestations. De l'immeuble calciné, les députés sortent les mains en l'air et se rendent. «*Choc et effroi*»<sup>4</sup>.

Pendant ce temps, les médias occidentaux rivalisent en désinformation: les parlementaires sont qualifiés de «*bandes d'illuminés d'extrême droite*», ou «*d'ex communistes enivrés de pouvoir*».

Quant aux Chicago boys qui entourent la clique des oligarques et autres rapaces, ils exultent : «*Maintenant que nous n'avons plus le Parlement dans les jambes, nous pouvons nous atteler à la véritable réforme*» et Anatoli Tchoubaï, présenté comme un «*combattant de la liberté*» de déclarer : «*Au sein d'une société, la démocratie n'est possible que si une dictature est au pouvoir*».

Quant à la nouvelle bourgeoisie en voie de constitution, elle fut comblée: avant Eltsine on ne comptait aucun millionnaire; en 2003, on dénombrait 17 milliardaires dans le pays. Mieux, elle n'autorise les actionnaires étrangers à faire leur marché lucratif qu'après la constitution de sociétés capitalistes dont cette couche sociale russe est devenue propriétaire. Toutefois, l'affaire restait hautement lucrative. Le Wall Street journal en fit la promotion «*Vous cherchez un rendement de 2 000% en 3 ans, un seul marché boursier vous offre une telle possibilité, la Russie*».

Mais de nouveau la grogne sociale se manifeste ... Il fallait un nouveau coup tordu: la guerre de Tchétchénie fut déclenchée dans l'espoir de détourner l'attention des Russes et tenter de faire remonter la cote de popularité d'Elt sine. La campagne ultra nationaliste modela l'opinion désesparée ...

Nouveau coup dur en 1999, la crise asiatique éclate, à la spéculation et à la corruption effrénées s'ajoute l'effondrement de l'économie réelle. La cote de popularité d'Elt sine a chuté à 6%, intenable. Il fallait encore tétaniser la population, l'empêcher de manifester son mécontentement dans les rues. En septembre 1999, tout le pays fut secoué par des attentats terroristes d'une extrême cruauté vis-à-vis des civils. Poutine ordonna de traquer les «*bêtes sauvages*», il fit bombarder les zones civiles en Tchétchénie.

Pour son cynisme, en décembre 1999, les oligarques organisèrent subrepticement la passation de tout le pouvoir à Poutine. Son premier geste fut de signer une loi interdisant toute poursuite judiciaire contre son prédécesseur. «*Le bouffon corrompu*» pouvait jouir de jours tranquilles.

Le bilan est effroyable. En 1989, 4 millions d'habitants de la Fédération de Russie vivaient dans la pauvreté avec moins de 4 dollars par jour. En 1990, ils étaient 74 millions, 80% des exploitations agricoles étaient en faillite, 70 000 usines avaient fermé. En 2006, l'UNICEF comptabilisa 3,5 millions d'enfants sans domicile fixe.

<<>>

Vis-à-vis des sociaux-libéraux qui se reconvertissent en interventionnistes sociaux-démocrates et de ces «*doux rêveurs*» ou manipulateurs qui appellent à une moralisation démocratique du capitalisme, il est utile de rappeler le danger que représente un tigre blessé. Les stratégies élaborées dans les cénacles du Pentagone ou parmi les élites économiques peuvent servir sous d'autres formes. Car, avec la crise, pour en faire payer le prix à la population et faire admettre des politiques impopulaires, ils n'ont que le choix des moyens: attiser l'hyper inflation, effrayer les gens, réprimer les manifestants, faire planer la menace d'un effondrement économique, créer un climat de panique. Car, pour sauver le capital - pour reprendre les termes des stratèges des classes dominantes - «*la destruction est créatrice*», «*la situation doit dégénérer avant de s'améliorer*».

**Gérard Deneux**

1) *Le Monde* - article de Rémi Barroux.

2) Titre du livre de Naomi Klein paru aux éditions Actes Sud. Les faits et citations sont tirés de ce livre p. 286 à 318.

3) Lire son ouvrage réformiste mais intéressant sur l'analyse " *La grande désillusion* " Edition Fayard.

4) C'est le nom qui fut donné à l'attaque américaine contre l'Irak.

Depuis de nombreuses années, les éditos d'ACC et d'AL sont publiés dans les deux revues. Nous publions ci-dessous l'édito d' "AlternativeLibertaire" n° 178 (novembre 2008). «*Alternative Libertaire*» coûte 2 euros au numéro et est disponible par abonnement et en kiosque (ils sont plus nombreux à être desservis). Abonnement : 20 euros pour un an (11 numéros) à adresser à «*Alternative libertaire* » BP 295 75921 PARIS cedex 19.

## Je te tiens, tu me tiens...

Les spéculateurs tiennent les banques; les banques tiennent les entreprises de production et les gouvernants; les entreprises de production tiennent les travailleurs et les travailleuses par un chantage à l'emploi. Tout le système capitaliste est basé sur ces chantages en cascade. Alors quand la spéculation dévoile sa vacuité sans fond, c'est panique à bord chez les capitalistes.

Bâti sur du vent et de la spéculation, le système financier a besoin en permanence de nouvelles richesses réelles à dévorer. C'est pourquoi le capitalisme saute de crise en crise, continuellement. Chaque krach prépare le suivant, la finance ayant toujours besoin de plus de richesses à dévorer.

La crise actuelle a une ampleur inhabituelle car elle est partie des États-Unis, du «*ventre*» du capitalisme. Elle se propage, touche toute la planète, et surtout impacte une économie réelle rendue totalement dépendante du financier.

Les gouvernants voient leur monde d'écrouler. Les ultralibéraux américains nationalisent. Aux États-Unis et en Europe, la planche à billets tourne à plein régime pour tenter de sauver la mise aux spéculateurs. L'économie de production, les besoins des populations, l'investissement de fond et à long terme, tout est sacrifié sans scrupule sur l'autel du capitalisme financier.

Ceux qui vont réellement en souffrir, comme d'habitude, ce sont les travailleurs et les travailleuses, les seuls à produire réellement de la richesse. À moins que... À moins que l'ampleur des sacrifices exigés soit cette fois telle, à moins que l'absurdité et l'injustice de la situation soient tellement ubuesques que la colère l'emporte et que tous ensemble, nous mettions ce système à bas.

Crise capitaliste permanente ou socialisme: nous sommes à l'heure des choix.

**Alternative libertaire, le 24 octobre 2008**

# Sur la crise (1) :

## Le triomphe catastrophique du néolibéralisme

« *Qui est le plus grand criminel : celui qui vole une banque ou celui qui en fonde une ?* »

Meckie Messer

dans *L'Opéra de Quatre Sous*  
de Bertold Brecht

«Entre 1971 et 2008, l'économie mondiale a enregistré pas moins de vingt-quatre crises financières soit, en moyenne, une crise toutes les années et demie. Un record historique.»<sup>1</sup> Pour mémoire, rappelons simplement les principales d'entre elles : en 1982-1983, la crise de la dette des pays latino-américains; en octobre 1987, le krach boursier aux Etats-Unis et en Europe; en 1989, celui des *junk bonds* (obligations pourries), suivi de la faillite et du sauvetage par l'Etat (donc le contribuable) états-unien des caisses d'épargne (*Loan and Savings*) à la hauteur de 500 milliards de dollars; l'éclatement de la bulle immobilière japonaise en 1991 et la crise consécutive de tout le système bancaire nippon; la crise financière du printemps et de l'été 1997 en Asie du Sud-Est, avec des contrecoups importants l'année suivante en Russie, en Turquie, au Brésil et au Mexique, se concluant par la faillite et en octobre 1998 de Long Term Capital Management (LTCM), un *hedge fund* (un fond spéculatif spécialisé dans les opérations spéculatifs à fort risques mais aussi à fort rendement, à condition qu'elle réussissent) basé à New York; l'éclatement de la bulle Internet au printemps 2000 et la longue dégringolade boursière qui s'est poursuivie jusqu'à l'automne de l'année suivante, ponctuée par les scandales Enron, WorldCom et Vivendi et conclue par la crise financière argentine de novembre-décembre 2001.

Ce qui frappe dans cette séquence, c'est l'augmentation continue de la fréquence et de la gravité de ces crises. Or, relativement à ces dernières, et alors même qu'elle n'en est qu'à ses débuts, l'actuelle crise surenchérit encore par son ampleur et par la rapidité de sa diffusion. Sous ce double rapport, elle n'est comparable qu'à la crise de novembre 1929, qu'elle dépasse d'ailleurs par son échelle: c'est le plus grosse crise financière de l'histoire du capitalisme. Du coup, ce qu'elle met en jeu, c'est l'ensemble des politiques néolibérales suivies depuis une trentaine d'année dont elle est largement le résultat; et dans cette mesure même, quelle qu'en soit l'issue, elle est appelée à constituer un tournant dans la longue crise structurelle dans laquelle le capitalisme est engagé depuis le milieu des années 1970.

### De la crise de «l'économie fictive» à la crise de «l'économie réelle»

Revenons tout d'abord sur le processus de cette crise, sur l'enchaînement qui nous a amenés au point où nous en sommes aujourd'hui. Ou plutôt: au point où nous en serons demain, car la crise, la vraie, reste à venir. Elle est encore largement devant nous. Dans ce processus, on peut distinguer grossièrement trois temps, sachant que ceux-ci se chevauchent en partie.

*Hier.* Au point de départ, un boom de l'immobilier aux Etats-Unis provoqué par la généreuse distribution de prêts aux ménages désireux d'accéder à la propriété de leur logement, boom dont l'entretien suppose rapidement de faire appel à des ménages que les créanciers savent pourtant difficilement solvables du fait de la modicité de leurs revenus. Les prêts accordés à ces derniers ont été, de ce fait, qualifiés de *subprime*, littéralement « inférieur à la norme de qualité » : en dessous des garanties habituellement demandés aux emprunteurs en ce qui concernent leur capacité de faire face aux charges de leur dette<sup>2</sup>. En fait, tout en promettant à ces ménages de pouvoir s'enrichir rapidement en revendant le cas échéant leur logement, les créanciers comptaient sur la poursuite du boom immobilier, donc sur la hausse continue du prix des logements, pour permettre aux ménages débiteurs de faire face à leurs remboursements, moyennant des prêts supplémentaires accordés sur la base de la valorisation constante de leur bien. En somme, on anticipait un mécanisme d'endettement pour ne pas dire de surendettement perpétuel pour continuer à pousser à la hausse le prix de l'immobilier et la

valeur boursière des titres des créances immobilières.

Les prêts *subprime* sont donc, dès le départ, des crédits hypothécaires à haut risque pour leurs créanciers que sont les banques. Risques dont, pour cette raison, elles se débarrassent en les revendant à des organismes spécialisés dans le prêt hypothécaire chargés de leur titrisation, dont les deux principaux sont aux Etats-Unis surnommés Fannie Mae et Freddy Mac. La titrisation est une technique financière consistant à regrouper et à fractionner des dettes sous forme d'obligations (en l'occurrence les *Residential Mortgage Backed Securities* ou RBMS : titres adossés à des crédits immobiliers) pour les vendre sur le marché financier, autrement dit à proposer aux acteurs intervenant sur ce marché (essentiellement des banques, des compagnies d'assurance et des fonds d'investissement, notamment les fameux *hedge funds*, souvent eux-mêmes filiales de banques ou de compagnies d'assurance, opérant la plupart du temps depuis des paradis fiscaux) de prendre des participations à la dette en question, en contrepartie de la part correspondante des intérêts qui courent sur elles<sup>3</sup>. Lesquels acteurs vont à répéter à leur tour l'opération en titrisant leurs propres participations (grâce à des « *produits financiers* » dont la sophistication n'a d'égale que l'opacité : les *Credit Default Swaps* ou CDS, dérivés de crédit impliquant le transfert du risque inhérent à ce dernier, et les *Collateralized Debt Obligations* (ou CDO: des créances dérivés de créances), et ainsi de suite deux ou même trois fois, la dispersion des risques d'insolvabilité des débiteurs étant censée réduire ceux-ci pour chacun des créanciers (ce qui ne pouvait que lever leurs dernières préventions). Le tout sous couvert des agences de no-

tation chargés d'évaluer ces différents «produits», largement complices des organismes réalisant de pareils montages, et des autorités régulatrices des marchés financiers (ou ce qui en reste), tous communiant dans la religion de la capacité autorégulatrice des marchés. Un processus que l'irresponsabilité ainsi organisée de chacun de ses acteurs singuliers, encouragée par l'appât des gains potentiels, ne pouvait que pousser au-delà de toute limite.

Au terme de ce processus de socialisation des créances courant sur les prêts *subprime* et d'autres prêts tout aussi douteux, par la vertu de la libéralisation (de la déréglementation, du décloisonnement et de l'internationalisation) des activités financières intervenue depuis la fin des années 1970, les risques inhérents à ces prêts se sont diffusés à une grande partie du capital financier au niveau planétaire, sans même quelquefois que les acteurs de ce dernier ne le sachent ou du moins sans qu'ils connaissent ni mesurent l'étendue exacte de leur implication – sans surtout qu'ils cherchent même à le savoir. En conséquence lorsque, à l'automne 2006 et au printemps 2007, du fait de l'éclatement de la bulle immobilière (le retournement à la baisse du prix des logements, du fait de la saturation du marché), du ralentissement de l'activité économique (impliquant licenciement et tassement des hausses salariales) ou de la hausse des prix de l'énergie et des produits alimentaires, voire du simple fait de la hausse des charges de remboursement de la dette (la plupart des prêts *subprime* prévoient des taux d'intérêts relativement bas sur les deux premières années de remboursement et une hausse substantielle à partir de la troisième année), des ménages de plus en plus nombreux se sont déclarés insolubles aux Etats-Unis et du même coup expulsés de leur logement<sup>4</sup>, c'est potentiellement l'en-

semble de la finance mondiale qui s'est trouvé menacé par ce défaut. Tout simplement parce que les créances sur lesquelles étaient assis leurs titres – et par conséquent ces derniers avec elles – étaient dévalorisés: réduits à la valeur en chute libre de logements innocents, venant s'amasser au gré des expulsions sur un marché déjà saturé, voire réduits à rien. La stabilité du château de cartes aux dimensions planétaires construit par empilement savant de 'papiers' divers (les titres) se trouvait immédiatement menacée. Les as de la finance, qui avaient oublié ce principe élémentaire de toute sagesse financière qui veut qu'on ne prête qu'aux riches ou du moins à des débiteurs qu'on peut raisonnablement tenir pour solvables et qui croyaient avoir diminué le risque inhérent au crédit par la technique miraculeuse de la titrisation des dettes immobilières, n'étaient parvenus qu'à diffuser ce dernier au sein du système financier mondial.

*Aujourd'hui.* L'étendue des dégâts, c'est-à-dire l'ampleur de l'implication de l'ensemble de la finance mondiale dans cette déconfiture et des pertes qu'elle allait devoir enregistrer, mettra cependant encore presque dix-huit mois à se révéler, entre le printemps 2007 et l'automne de cette année.

Au départ, il a pu sembler que la crise serait circonscrite aux seuls organismes de prêts hypothécaires états-unien directement impliqués dans le montage des prêts *subprime* et, au pire, les quelques banques et compagnies d'assurance auxquels ils étaient adossés par le biais de la titrisation. L'affaire semblait pouvoir se circonscire à quelques faillites retentissantes dans ce secteur, sans plus. Mais, rapidement, la chaîne des implications dans la crise des différents centres du capital financier mondial, forgée par le mécanisme de la titrisation en cascade des créances et lubrifiée par les vertus de la 'libéralisation' des activités financières, est apparue. Et avec elle, le caractère systémique de la crise: le fait que cette dernière menaçait le système financier tout entier et, au-delà de ce dernier, l'économie mondiale elle-même.

Le premier signe en même temps que le principal relais du caractère systémique de cette crise a été la diffusion de cette dernière au secteur bancaire, non seulement aux Etats-Unis mais encore en Europe. Au cours du premier semestre de cette année, à l'occasion de la publication de leur bilan comptable pour l'année

## Sarko pour les «subprime»

En 2007, le candidat Sarko se faisait le champion des prêts hypothécaires, devenus célèbres sous le nom de subprime : «Les ménages français sont aujourd'hui les moins endettés d'Europe. Or, une économie qui ne s'endette pas suffisamment, c'est une économie qui ne croit pas en l'avenir, qui doute de ses atouts, qui a peur du lendemain. C'est pour cette raison que je souhaite développer le crédit hypothécaire pour les ménages (...) Je propose que ceux qui ont des rémunérations modestes puissent garantir leur emprunt par la valeur de leur logement...»

2007, de nombreuses banques européennes, y compris parmi les plus grandes d'entre elles, ont ainsi dû déclarer des pertes considérables du fait de leur implication dans l'achat de titres assis sur des prêts *subprime*. A titre d'exemple, citons l'Union des banques suisses (UBS), la principale banque helvétique, qui gère à elle seule une bonne part de la fortune privée mondiale, a ainsi annoncé une perte de 20 milliards de dollars. Encore ne s'agissait-il là que de pertes. La défaillance de la banque britannique Northern Rock, spécialisée dans les prêts immobiliers, qui n'a dû d'échapper à la faillite pure et simple qu'au fait d'avoir été nationalisée en catastrophe en mars dernier, et celle de la banque états-unienne Bear Stearns rachetée à vil prix par JP Morgan grâce à de l'argent public, a montré que l'affaire pouvait être beaucoup plus sérieuse encore.

En se multipliant à partir du printemps, les annonces de pareilles pertes et défaillances n'ont pu qu'instiller puis aggraver le doute, et d'abord dans les milieux financiers, sur les menaces, cachées ou tout simplement ignorées, pesant sur la solvabilité de la plupart des acteurs et la solidité de l'ensemble du système financier. La conséquence en a été, au cours de ce printemps et plus encore durant l'été, aux Etats-Unis puis en Europe, une contraction du marché interbancaire: du marché par lequel les banques se prêtent de l'argent, généralement à court terme (de un à trois mois) voire à très court terme (sur la journée ou la semaine). Activité normale tant qu'il s'agit tout juste de garantir la liquidité des banques (leur trésorerie), ces prêts interbancaires se ralentissent voire cessent purement et simplement dès lors que c'est la solvabilité des acteurs qui se met à devenir douteuse, autrement dit lorsque les banques se mettent à douter les unes des autres: à ne plus se faire crédit, dans tous les sens du terme. Avec pour double effet d'aggraver du même coup immédiatement la situation des plus fragiles des banques d'affaire, celles précisément les plus atteintes par les pertes dues à leur possession de titres

### BANQUIERS ET TRADERS SURVIVRONT-ILS ?



## 360 MILLIARDS D'EUROS POUR LES BANQUES



assis sur les prêts *subprime*, au risque de les acculer à la faillite; et, surtout, de menacer à terme l'ensemble du système bancaire, y compris ses éléments les plus solvables, tout en réduisant considérablement sa capacité à remplir sa fonction de créancier auprès des acteurs économiques (entreprises et ménages) en leur accordant les prêts qu'ils sollicitent d'eux.

Dès lors, il est devenu évident que le système financier n'était plus en mesure de se sauver lui-même<sup>5</sup>. La brutale accélération de la crise bancaire par défaut de liquidités et la panique boursière consécutive au refus du gouvernement Bush de voler au secours de la banque Lehman Brothers<sup>6</sup>, entraînant la plus grande faillite de l'histoire des Etats-Unis (elle laisse une ardoise de 613 milliards de dollars !), a prouvé a contrario que les capacités d'autorégulation du système financier étaient d'ores et déjà très largement dépassées. Il était temps dès lors que les Etats entrent en jeu via les banques centrales. Non plus seulement pour sauver des acteurs majeurs du capital financier particulièrement exposés (tels le premier assureur au monde, AIG, les deux principaux organismes de crédit hypothécaire Fannie Mae et Freddie Mac ainsi que les trois principales banques d'affaires Goldman Sachs, Morgan Stanley et Merrill Lynch aux Etats-Unis, la Royal Bank of Scotland – la seconde banque britannique après la Banque d'Angleterre –, la Halifax Bank of Scotland et la banque Bradford&Bingley au Royaume-Uni, la banque Hypo Real Estate spécialisée dans le prêt immobilier

et la Deutsche Bank – la première banque allemande – en Allemagne, Fortis au Benelux, Dexia en France et en Belgique) mais pour tenter de sauver le système financier tout entier qui, par contagion, menaçait de s'écrouler partie par partie, la défaillance des uns risquant d'entraîner dans le gouffre les autres.

Tel est le sens des différents plans de sauvetage adoptés fin septembre et début octobre par le gouvernement états-unien, par le gouvernement britannique ainsi que par les principaux gouvernements de la zone euro. Ces plans visent, d'une part, à prévenir la faillite de tout capital financier majeur (une grande banque, une grande compagnie d'assurance, un fonds d'investissement important, etc.), en reprenant à son compte ses créances douteuses (pour une durée plus ou moins longue) voire en les rachetant (en espérant pouvoir en revendre une partie, même dévalorisées) ou en entrant purement ou simplement dans son capital, autrement dit en le nationalisant en tout ou en partie. Dans les deux cas, il s'agit bien de socialiser les pertes enregistrées par ces capitaux, autrement dit d'en faire supporter le poids par les contribuables. Tandis que, d'autre part, la garantie des Etats est donnée aux prêts interbancaires, de manière à relancer le marché interbancaire, tout en garantissant par ailleurs tout ou partie des dépôts bancaires, de manière à prévenir tout retrait massif des déposants.

*Demain.* A ce jour, nul ne peut dire si ces plans de sauvetage du système bancaire et plus largement financier seront suffisants. Tout dépend de l'ampleur des pertes qu'il s'agira d'éponger, que personne n'est actuellement en mesure de chiffrer, du fait de l'opacité qui entoure les activités bancaires. Opacité qui ne tient pas seulement ni d'abord au secret dont les directions bancaires tiennent à entourer leurs opérations et leur bilan (donc leurs pertes éventuelles). Encore une fois, l'intrication des différents acteurs du système financiers tout comme la sophistication des « produits financiers » sont telles aujourd'hui qu'aucun de ces acteurs ne sait exactement quelle est sa situation: quelle valeur exacte attribuer aux différents titres de propriété et de crédit dont se compose son capital.

D'autant plus qu'on n'est pas au bout de nos surprises en la matière. D'une part, le gros des défaillances de remboursement des prêts *subprime* est encore à venir. Tan-

dis que, d'autre part, déjà gonfle la vague de celles d'une autre catégorie de prêts hypothécaires, les crédits Alt-A, à peine mieux garantis et dont l'encours est supérieur à celui des prêts *subprime*<sup>7</sup>. Sans compter la bombe à retardement que constitue l'empilement de CDS qui courent sur le tout pour lesquels des sommes astronomiques ont été avancées<sup>8</sup>.

Par contre, ce qui est certain, c'est que, de la sphère financière, la crise est déjà en train de se communiquer à « l'économie réelle », autrement dit aux activités industrielles et commerciales. Déjà, tous les gouvernements révisent à la baisse leurs prévisions de croissance; et les nouveaux taux annoncés, encore exagérément optimistes, flirtent pourtant tous avec le niveau zéro, quelquefois par la négative. Le plus probable est un scénario à la japonaise: rappelons que le secteur bancaire japonais a mis plus de dix ans pour se remettre du krach immobilier de 1991, dans lequel il était fortement impliqué, contraignant pendant ce temps toute l'économie japonaise à la langueur. « Les marchés », comme disent les économistes professionnels ou médiatiques en parlant des bourses, ne s'y sont pas trompés: en plongeant partout en dépit de l'annonce des mirobolants plans de sauvetage précédents (750 milliards de dollars aux Etats-Unis, 500 milliards de livres au Royaume-Uni, 1 700 milliards dans la zone euros), ils n'ont fait qu'anticiper sur une récession et même sans doute une dépression

économique désormais certaine, non seulement aux Etats-Unis et en Europe mais, par contrecoup, partout dans le monde. Car, même si ces plans sont en mesure d'enrayer la crise bancaire, d'éviter qu'elle ne s'aggrave en devenant une crise systémique, d'éponger les pertes les plus importantes et de sauver les acteurs financiers majeurs, ils ne sont pas en mesure d'en effacer les traces durables, au moins jusqu'à moyen terme. D'une part, parce la capacité des banques à remplir leur fonction de créanciers de « l'économie réelle » va continuer à se trouver affectée par les

NE VOUS DEMANDEZ PAS  
CE QUE LA BANQUE PEUT  
FAIRE POUR VOUS MAIS  
CE QUE VOUS POUVEZ  
FAIRE POUR LA BANQUE!





perdes qu'elles ont enregistrées et vont encore enregistrer<sup>9</sup>, ainsi que par la persistance d'une certaine défiance réciproque, tant que la situation financière ne sera pas totalement assainie (à supposer qu'elle puisse l'être). Et surtout tant que l'horizon économique ne se sera pas dégagé: comme les chats échaudés craignent l'eau froide, les banquiers passent aujourd'hui du régime débridé du crédit à tout va et bon marché au régime bridé du crédit rare et cher. Les effets de la contraction du crédit (le fameux *credit crunch*) sont d'ores et déjà sensibles; ainsi, deux secteurs dans lesquels la demande est fortement tributaire du crédit, l'immobilier et l'automobile, ont connu au cours des dernières semaines une contraction de leur volume d'activités (en France, par exemple, du premier au second semestre de cette année, la valeur ajoutée produite dans ces deux secteurs a reculé respectivement de 2,1% et 7,1% - du jamais vu depuis 1978<sup>10</sup>). La situation est suffisamment sérieuse pour qu'on envisage aujourd'hui ce qui, hier encore, serait apparu comme inimaginable, par exemple la faillite d'un géant de l'automobile comme General Motors ou Chrysler. Et ce d'autant plus qu'elle est appelée à s'aggraver encore par le fait que, d'autre part, la fraction des pertes subies par le secteur bancaire qui va se trouver socialisée par l'intermédiaire des Etats, soit en définitive par l'impôt, conjuguée avec le ralentissement voire la contraction de l'activité économique, synonyme de licenciements et d'austérité renforcée, vont limiter d'autant un revenu disponible des salariés déjà largement amputé. Or, ainsi que nous allons le voir, c'est bien là le fond du problème, dont toute la crise financière précédente n'est qu'une conséquence directe bien que largement méconnue par la quasi-totalité des analyses qui lui ont été consacrées.

## Le crépuscule des idoles néolibérales

Si elle n'a pas encore emporté le système bancaire et si elle n'a pas encore plongé «l'économie réelle» dans la dépression, l'actuelle crise financière et ses prolongements, actuels et potentiels, a déjà fait une victime d'importance: le néolibéralisme. Et ce tant sur le plan théorique (en fait idéologique), en sa qualité de doctrine économique dominant aujourd'hui largement le champ de l'économie politique, que sur le plan pratique, en tant que politique, ayant jusqu'à hier dictée la conduite de tous les gouvernements à la tête des principaux Etats ainsi que celle des dirigeants des principales institutions internationales en charge de la régulation de l'économie mondiale (Banque des règlements internationaux, Fonds monétaire internatio-

### Lisez ces quelques déclarations datées et vous pourrez juger de la pertinence de nos élites à analyser les crises financières. Crétinisme, incompétence, «foutage de gueule»? Les trois mon Capitaine! Délectez vous, cela vaut son pesant de cacahuètes.

**Alan Greenspan** - Ex-président de la Réserve fédérale américaine

«**Les subprimes ont profité aux consommateurs**» 11 avril 2005

«**Un événement qui se produit probablement une fois par siècle**» 15 septembre 2008

**Henry Paulson** - Secrétaire d'Etat au Trésor américain depuis 2006

«**Il faut se garder de surréagir par une régulation excessive**» 17 septembre 2007 «**Nous aurons besoin de changements majeurs de la réglementation**» 15 septembre 2008

**Dominique Strauss-Kahn** - DG du Fonds monétaire international (depuis 2007)

«**Un ralentissement important, mais pas dramatique**» 3 avril 2008 «**Une crise financière jamais vue, partie du coeur du système**» 16 septembre 2008

**Christine Lagarde** - Ministre de l'Economie et des Finances (depuis 2007)

«**Nous aurons des effets mesurés de la crise de l'été 2007**» 19 décembre 2007

«**Véritablement un bouleversement dans le paysage financier**» 16 septembre 2008

**Christian Noyer** - Gouverneur de la Banque de France (depuis 2003)

«**Il n'y a pas de deuxième vague de la crise**» 26 juin 2008

«**Des chocs majeurs ne peuvent pas être exclus**» 11 septembre 2008

**Daniel Bouton** - PDG de la Société générale (1998-2008)

«**La Société générale est exposée de manière marginale à la crise**» 8 septembre 2007

«**Toutes les banques sont touchées par la crise des subprimes**» 13 février 2008

nal, Banque mondiale, Organisation mondiale du commerce, etc.)

La crise actuelle aura apporté la preuve a contrario de l'inanité de tous les principes édictés par des cohortes d'hommes politiques, de journalistes et d'universitaires, depuis la fin des années 1970, avec l'arrogance de ceux qui détiennent le pouvoir et peuvent l'exercer sans retenue et l'aveuglement de croyants s'abandonnant sans retenue à l'idolâtrie des fétiches capitalistes, au point d'en venir à pervertir jusqu'à la langue qu'ils utilisent<sup>11</sup>. Que ne nous a-t-on répété, des lustres durant, sur tous les tons et sur tous les modes, jusqu'à plus soif, que le marché, tous les marchés, était un merveilleux principe autorégulateur, de surcroît guidé par une providentielle «*main invisible*» qui réalise partout et toujours les conditions de «*l'optimum économique*», à l'expression condition toutefois que rien ni personne ne vienne perturber son autorégulation! Que rien n'était donc plus urgent ni plus prometteur de la prospérité générale que d'écarter tous les obstacles sur la voie du triomphe de l'autorégulation marchande.

Obstacles qui avaient noms frontières nationales, réglementations étatiques de la circulation du capital sous toutes ses formes et, à travers elles, contrôle des investissements et des désinvestissements, régulation des rapports entre des capitaux, droit du travail et conventions collectives, salaire minimum, protection sociale publique et entreprises publiques, etc., le tout de manière à réaliser – enfin! – ce « *marché unique* » mondial au sein duquel l'avènement d'une « *concurrence libre et non faussée* » serait le synonyme de lendemains qui chanteraient éternellement sous le soleil du capital, le tout dans le cadre d'une « *mondialisation heureuse* »! La liste serait trop longue de tous les perroquets (qui auront été autant de minables pères roquets) qui ont cherché à nous enfumer par des discours dont le vide est aujourd'hui aussi éclatant que les bulles spéculatives qu'ils ont contribué à constituer.

Car ce que la crise actuelle démontre, c'est, au contraire, une nouvelle fois, que la finance est non seulement totalement incapable de se réguler mais que, laissée à elle-même, sans contrôle ni régu-



lation extérieures à elle, elle fonctionne de manière à générer sans cesse des déséquilibres précisément sous la forme de bulles spéculatives, d'accumulation de capital fictif dont l'irréalité finit toujours par éclater lorsqu'on découvre l'écart séparant les espérances (illimités) de gains sur lesquelles cette accumulation est fondée et la réalité (nécessairement limitée) des profits qui sont censés les valider. Ce que la crise actuelle démontre, c'est aussi que les fameuses «*règles prudentielles*» censées tenir lieu de cadre régulateur à l'activité bancaire, en permettant à cette dernière de se libérer de la tutelle réputée tatillonne et imbécile du contrôle étatique, n'ont été que le cache-sexe derrière lequel les banquiers se sont abandonnés aux pires débauches en matière d'investissement hasardeux et de paris spéculatifs, prenant ainsi en otages de leurs turpitudes non seulement les clients mais l'économie toute entière. Ce que cette crise démontre, c'est encore que, du fait du démantèlement de toutes les régulations étatiques, de la libération du mouvement des capitaux (au premier chef, des capitaux financiers), du décloisonnement des activités financières (entre banques de dépôts et banques d'affaires, entre banques et assurances, etc.), on n'a fait qu'accumuler les conditions d'une crise systémique aux dimensions planétaires, dans laquelle la défaillance du plombier états-unien, ne parvenant plus à payer ses traites immobilières, finit par faire vaciller toutes les places financières, de New York à Tokyo en passant par Londres, Paris, Francfort, Zürich, Hong-Kong, et retour. Ce que cette crise démontre, c'est enfin que, lorsque éclatent, avec la crise, l'irrationalité du marché et l'immoralité des marchands, lorsque la «*main invisible*» du premier se met à distribuer des claques à tour de bras aux seconds, c'est l'Etat, la vieille encore honni, raillé et conspué par eux, que les apprentis sorciers et requins de la finance appellent au secours et qui est censé sauver la situation, c'est-à-dire les sauver du désastre, quitte à tenter de nous faire payer les pots par eux cassés.

Bref, la crise actuelle est la démonstration en acte de la faillite irrémédiable de la soi-disant capacité providentielle des marchés à s'autoréguler tout en assurant «*l'allocation optimale des ressources*». Elle est la preuve du contraire même: de leur incapacité à se réguler et de leur nocivité essentielle dès lors qu'on les abandonne à eux-mêmes. Dès lors, il n'est pas étonnant que, y compris parmi ceux qui naguère en faisaient leur religion, ils s'en trouvent pour annoncer désormais leur décès et en prononcer l'oraison funèbre, mal-

gré qu'ils en aient. Ainsi, entre autres, François Lenglet, rédacteur en chef de *La Tribune*, et à ce titre naguère encore un des thuriféraires de la cause néolibérale: «*Des banques nationalisées, en Europe et aux Etats-Unis. Des dirigeants européens qui réhabilitent l'intervention publique et suspendent les règles communes qui proscrivent les aides d'Etat, tout comme celles qui promeuvent la concurrence. Les salaires des patrons encadrés, la finance stigmatisée, l'économie de marché critiquée: la crise a provoqué un gigantesque tête-à-queue idéologique. Comme si, avec les craquements du système bancaire mondial, se terminait un grand cycle libéral. Un cycle comme le capitalisme en a connu plusieurs, qui s'interrompent toujours de la même façon, avec un krach financier retentissant.*»<sup>12</sup>

Et, de fait, depuis quelques jours, c'est la bousculade aux postes d'abandon du navire amiral de la flotte néolibérale qui prend l'eau de toute part et dont plus personne dans l'équipage, et surtout pas les officiers et les sémaphores, ne veut assumer la responsabilité du naufrage et encore moins couler avec lui. On les voit au contraire rivaliser d'ardeur dans l'art de le saborder publiquement. Mais que, toute honte bue ou sans vergogne, brûlant ce qu'ils adoraient encore hier, donnant cul par-dessus tête le spectacle de leur parfaite cuistrerie et de leur totale absence du sens du ridicule, pour ne pas évoquer un sens moral qu'ils n'ont jamais eu, des ex croisés de la cause néolibérale puissent aujourd'hui se rallier à un pareil discours mettant en cause l'entreprise de déréglementation et de régulation dont le néolibéralisme s'est rendu coupable, devrait nous le rendre a priori suspect. Et, en effet, il ne nous livre qu'une partie de la vérité critique à son sujet.

## Par delà la déréglementation: des salaires en défaut...

Car si, à la faveur de crise actuelle, le néolibéralisme est en train de faire faillite, ce n'est pas seulement parce que son œuvre de dérégulation d'une économie du même coup «*globalisée*» a conduit celle-ci au bord du précipice<sup>13</sup>. En effet, cette œuvre de dérégulation, maintenant poursuivie avec constance depuis près de trois décennies, n'a jamais été que le moyen d'atteindre un autre objectif moins visible, notamment parce que, contrairement au précédent, il n'était pas déclaré par les théoriciens et les praticiens du néolibéralisme, hormis dans les cénacles et publications réservés au dialogue entre eux. En l'occurrence, pour lutter contre la dégradation des conditions de profitabilité du capital (en langage marxiste: la baisse tendancielle du taux de profit moyen) qui avait fait entrer le capital fordiste en récession puis en crise dans les années 1970, il s'agissait pour eux d'imposer «*un partage de la valeur ajoutée*» plus favorable au capital et plus défavorable au travail (en langage marxiste: une hausse du taux de plus-value, autrement dit une aggravation du taux d'exploitation). A cette fin, il était nécessaire d'obtenir une augmentation de la durée, de l'intensité et de la productivité du travail, tout en freinant voire en bloquant la croissance des salaires réels, directs et indirects (les prestations sociales), donc en pratiquant une politique d'austérité salariale. En un mot, il s'agissait d'aggraver les conditions de travail et d'emploi des salariés tout en dégradant leur niveau de vie, en termes relatifs sinon absolus.

A cette fin, il convenait d'affaiblir la capacité de résistance et de lutte des travailleurs, leur capacité de s'organiser et de se mobiliser, pour défendre précisément leurs conditions de travail et d'emploi ainsi que leur salaire. Le moyen massif auquel le capital aura eu recours pour y parvenir, aura été des plus classiques: il a consisté à désolidariser les travailleurs en exacerbant la concurrence entre eux pour l'accès à l'emploi, aux postes, aux carrières, etc. Y aura contribué, d'une part, la hausse du chômage et le maintien d'un haut niveau de chômage – le gonflement de «*l'armée industrielle de réserve*» opérant aujourd'hui, comme au moment où Marx l'a identifiée, la fonction disciplinaire qui est la sienne à l'égard des salariés engagés dans les rangs de «*l'armée industrielle en activité*». A quoi s'est ajouté, d'autre part, le développement du travail précaire et de toutes les formes d'individualisation du rapport salarial (prévalence du contrat individuel sur la convention collective, mobilisation des travailleurs dans des équipes responsabilisées au regard de leurs objectifs et mises ainsi

LA «*MAIN INVISIBLE*»  
DU MARCHÉ ...



systématiquement en concurrence, adjonction au salaire de base de primes distribuées à la tête du client, etc.). La grande innovation se sera située, enfin, dans l'exacerbation de la mise en concurrence internationale des travailleurs, non seulement entre les formations centrales elles-mêmes (les pays du Nord) mais encore et surtout entre ces dernières et certaines formations semi périphériques voire périphériques (les pays de l'Est et du Sud), par l'intermédiaire de la 'libéralisation' de la circulation internationale du capital. Tel a été l'enjeu de la libéralisation à marches forcées du commerce international, imposée par les Etats-Unis (multipliant les accords bilatéraux), par l'Union européenne (dans aussi bien qu'hors de ses frontières), par l'OMC succédant au GATT mais aussi par les sinistres «plans d'ajustement structurels» dont le FMI et la Banque mondiale ont accablé les Etats périphériques endettés et devenus insolubles. Tel a également été l'enjeu de la libéralisation des investissements, notamment directs, permettant aux entreprises transnationales de répartir les différents segments d'un même procès de production et les différentes phases du procès de valorisation de leur capital entre différents Etats, en mettant ainsi méthodiquement en concurrence nations et régions et, à travers elles, leurs travailleurs, pour obtenir d'elles qu'elles se lancent dans la course au moins disant salarial, social, fiscal et écologique. Les fameuses «délocalisations industrielles» n'en sont que la face la plus visible parce que la plus sensible dans les Etats centraux.

Il est inutile de faire remarquer, tant la chose est connue de tous, que toutes les mesures précédentes, convergeant vers la dégradation des conditions d'emploi, de travail et de rémunération des salariés, ont figuré en bonne place dans l'agenda des politiques néolibérales au cours des trois dernières décennies. Par contre, il faut souligner, car la chose est encore trop peu connue, qu'elles ont très largement atteint leur objectif en matière de distorsion du «partage de la valeur ajoutée» au profit du capital. En ce qui concerne la France, j'ai eu l'occasion de le souligner dans ces colonnes mêmes : entre le début des années 1980 et le milieu des années 2000, la part des salaires dans la valeur ajoutée brute des entreprises industrielles et commerciales a chuté de neuf points; et, même si l'on prend comme référence, le régime de croisière du capital fordiste des années 1960, la chute est encore de plus de quatre points<sup>14</sup>. Théoriquement, cela signifie une paupérisation relative de l'ensemble du salariat sur ces dernières décennies, derrière laquelle se masque très certainement la paupérisation absolue de certaines catégories de salariés,

celles situées au bas de l'échelle salariale en termes de précarité des conditions d'emploi et de (bas) niveau des salaires. Et la France ne constitue nullement une exception en la matière: selon le Rapport sur le travail dans le monde 2008 récemment publié par l'Organisation internationale du travail (OIT), «Dans 51 des 73 pays pour lesquelles des données sont disponibles, la part des salaires dans le revenu total a reculé au cours des vingt dernières années. Le plus fort déclin de la part des salaires dans le PIB s'est produit en Amérique latine et dans les Caraïbes (-13 points de pourcentage), suivi par l'Asie et le Pacifique (-10 points de pourcentage) et les économies développées (-9 points de pourcentage).»<sup>15</sup> D'ailleurs, même les représentants du capital le reconnaissent; ainsi, Alan Greenspan, l'ancien directeur de la FED, la banque centrale états-unienne a ainsi déclaré : «(...) la part des salaires dans le revenu national aux Etats-Unis et dans d'autres pays développés atteint un niveau exceptionnellement bas selon des normes historiques»<sup>16</sup>.



Ainsi, en ce qui concerne «le partage de la valeur ajoutée» tout comme en ce qui concerne la déréglementation des marchés, le néolibéralisme aura largement atteint ses objectifs. Mais, dans un cas comme dans l'autre, son triomphe aura été de courte durée et synonyme de victoire à la Pyrrhus. Car c'est l'aggravation ainsi obtenue de l'exploitation des travailleurs, partant leur paupérisation relative ou même absolue, qui aura en définitive réuni les conditions de la crise actuelle, la déréglementation ne faisant au mieux que l'amplifier.

Pour comprendre cette proposition paradoxale, un (tout petit) détour théorique s'impose. Parmi les différentes contradictions structurelles (donc permanentes et indépassables) auxquelles se heurte la reproduction du capital figure celle qui naît de l'ambivalence fondamentale du salaire du point de vue du capital. D'une part, le salaire est un coût, c'est l'une des deux composantes princi-

pales du coût de production des marchandises ; et le «partage de la valeur ajoutée» est d'autant plus favorable au capital, donc sa valorisation (la plus-value) d'autant plus importante, que le salaire peut être comprimé. Mais, d'autre part, il ne suffit pas de produire des marchandises dont la valeur contient la part la plus importante de plus-value possible; il faut encore pouvoir les vendre en réalisant cette plus-value. Et, sous ce rapport, le salaire change de sens: il devient un des principaux facteurs de la demande finale solvable. Et si on le comprime trop, on réduit d'autant cette dernière, en engendrant du même coup toutes les conditions d'une crise de surproduction.

La contradiction est d'autant plus redoutable que ces deux termes ne se situent pas au même niveau de perception de la réalité. Chaque capitaliste (chaque entrepreneur, chaque direction d'entreprise) ne conçoit généralement le salaire que sous le premier angle, comme un coût qu'il fait tout pour comprimer. Tenir compte de l'autre aspect, avoir conscience qu'il ne faut pas trop pressurer les salaires, sans quoi c'est la possibilité même de la reproduction de l'ensemble du capital en fonction dans la société qui va se trouver compromise, échappe le plus souvent à la conscience des capitalistes pris individuellement, dont l'intelligence ne dépasse ordinairement pas l'horizon de leurs intérêts singuliers les plus immédiats – hormis quelques capitalistes ou groupes de capitalistes d'exception, particulièrement clairvoyants et avisés. Ce point de vue plus large ne peut ordinairement être que celui de la classe capitaliste dans son ensemble, tel qu'il peut s'élaborer dans des clubs de pensée, des institutions universitaires ou des formations politiques et tel qu'il peut inspirer par moments 'l'état-major' de la bourgeoisie, entendons l'Etat, plus exactement ses sommets administratifs et ses sphères gouvernementales. A la condition cependant que la grille idéologique à travers laquelle cet 'état-major' comprend le monde social et ordonne son action sur lui ne fasse pas obstacle à son intelligence de l'ambivalence du salaire relativement aux conditions de valorisation du capital. Ce qui a précisément été le cas avec le néolibéralisme.

### ... et une plus-value en excès !

L'adoption de politiques néolibérales, leur mise en œuvre résolue et leur poursuite méthodique depuis près de trente ans auront donc produit ce premier effet de créer les conditions d'une crise de surproduction en comprimant par trop les salaires: en somme, une crise de surproduction par sous-con-

somation relative des salariés. Mais elles ont simultanément produit un second effet complémentaire du précédent: l'accroissement de la plus-value, absolu (en termes de masse de la plus-value) aussi bien que relatif (en termes de taux de la plus-value). Tel était d'ailleurs leur objectif, là encore largement atteint. Cela aura sans doute permis d'améliorer la profitabilité du capital industriel et commercial, le taux de profit moyen des entreprises, en rendant possible la relance de l'accumulation de leur capital à partir du début des années 1980. Mais cela les aura aussi progressivement confrontées à des difficultés croissantes pour écouler une production elle-même croissante, du fait précisément de l'étranglement progressif des salaires qui s'opérait parallèlement. D'où l'allure singulière de l'accumulation du capital depuis lors, faite d'une succession de relances qui avortent rapidement sous forme de récessions, de stagnations voire de mini dépressions, en somme une suite de *stop and go* comme disent les Anglo-Saxons; mais aussi le fait singulier qu'en définitive le taux d'accumulation soit devenu inférieur au taux de profit<sup>17</sup>. En somme, les profits excèdent ce dont les entreprises ont besoin pour financer leurs investissements: plus exactement, ce qu'elles peuvent investir étant donné les conditions faites à la production par l'insuffisance des débouchés due à la contraction de la part des salaires dans «la valeur ajoutée».

Cet obstacle a pu cependant être lui-même en partie levé par l'ouverture simultanée de nouveaux marchés (dans les Etats semi périphériques dit «*émergents*»: le Mexique, le Brésil, la Chine, l'Inde, les Etats pétroliers du Golfe), ainsi que par le développement considérable qu'ont connu, parallèlement, les secteurs de l'industrie de luxe au cours des deux dernières décennies. Signe de l'enrichissement manifeste de toutes les classes et couches sociales qui vivent de la plus-value (sous ses différentes formes: 'salaires' mirobolants des dirigeants, *stock options*, dividendes des actionnaires, intérêts des prêteurs, rente des propriétaires fonciers ou des titulaires de brevets, etc.), partie intégrante de l'accroissement de toutes inégalités sociales durant toute la période, cette explosion de la consommation de luxe était aussi une dimension spécifique de la crise latente de surproduction, la consommation de luxe des nantis étant censée prendre le relais, comme moteur de la demande solvable, de la consommation de produits banalisés en berne du fait de la paupérisation relative des salariés. Elle était aussi et

surtout le signe qu'une part grandissante de la plus-value n'était plus en mesure, faute d'une croissance suffisante des débouchés, de se convertir en capital additionnel, de venir financer l'accumulation du capital, ne pouvait plus soutenir cette dernière qu'en se convertissant en revenu pour être dilapidé sous forme de dépenses de luxe par les classes possédantes.

Un dernier signe de cette difficulté grandissante de conversion de la plus-value en capital additionnel aura été le fantastique développement du capital financier et de la spéculation financière qui aura également caractérisé l'histoire récente du capitalisme. Car, faute de pouvoir se valoriser sous forme de capital réel, en s'investissant dans l'industrie et le commerce, toute la part de la plus-value non absorbée par la consommation de luxe a cherché à se valoriser sous forme de capital fictif. Elle est venue tenter sa chance au grand casino d'une finance dopée et surtout dupée par les

tion de capital réel rendue poussive et chaotique par l'insuffisance des débouchés du fait d'une sous-consommation relative des salariés; de l'autre, une accumulation de capital fictif dopée par une plus-value se détournant pour la raison précédente de «l'économie réelle» pour se livrer aux joies et aux affres de la spéculation financière, devenue sinon la seule voie ouverte à sa valorisation du moins, apparemment, sa voie royale. Car il s'agissait bien d'une accumulation de *capital purement fictif*: d'un pseudo capital composé de titres divers, de plus ou plus sophistiqués, donnant en principe droit à prélever une partie de la richesse sociale produite, de la valeur formée et réalisée dans «l'économie réelle», et dont la valeur fictive (celle qui règle leurs échanges sur le marché boursier) se gonfle à la mesure des anticipations de plus en plus délirantes sur le montant de cette part... avant de se dégonfler lorsqu'il s'avère qu'elle est moins importante que prévue voire nulle, tout simplement

parce que la valeur effectivement formée et réalisée (la croissance réelle) est bien moindre que ce qui avait été anticipé, précisément parce que «l'économie réelle» bute sur les limites que rencontre (malgré tout) l'exploitation du travail ainsi que sur l'insuffisance des débouchés.

Dans ces conditions, la répétition de plus en plus fréquente et une échelle croissante des crises financières, que j'ai rap-

pelée en introduction à cet article, était évidemment inévitable. Car ces crises successives ont toutes été le résultat du surinvestissement massif d'un capital-argent potentiel qui, faute de pouvoir s'investir avec profit dans «l'économie réelle» a tenté sa chance, sous forme de capital fictif, dans les paradis artificiels de l'économie financière, prêt à se saisir de n'importe quel actif apte à fournir matière (support) à un marché spéculatif: hier les biens immobiliers états-unis (mais aussi irlandais et britanniques) comme avant-hier les valeurs de la «nouvelle économie» de l'Internet, etc. Et, du même coup, on tient bien ici les deux ingrédients fondamentaux de la crise actuelle, en particulier de son détonateur, la crise des prêts hypothécaire *subprime*. D'un côté, des ménages de modestes salariés que l'insuffisance de leurs revenus salariaux contraints à s'endetter dans des proportions excessives pour tenter d'accéder à la propriété de leur logement et dont une proportion importante se trouvent en définitive incapables de faire face aux charges du remboursement de leur dette, comme cela était prévisible. De l'autre, des capitaux finan-

### SOCIALISER LES PERTES . . .



mesures de 'libéralisation' néolibérales: elle est venue alimenter le jeu spéculatif consistant à acheter ou à vendre des monnaies, des titres de crédit ou de propriété, des dérivés de tous ces types d'actifs et des «*produits financiers*» de plus en plus sophistiqués assis sur eux, non pas tant pour les revenus qu'ils garantissent en principe, mais pour parier sur leur variation (à la hausse ou à la baisse) en espérant empocher au passage de somptueuses 'plus-values'. Quitte à essayer de désastreuses 'moins-values' lorsque le pari s'avère perdu.

Tout comme le gonflement de la consommation de luxe, ce signe apparent de richesse qu'ont été les orgies de la spéculation financière, saluées par tous les grands prêteurs et bedaux minables de l'Eglise néolibérale comme la manifestation de la santé éclatante d'une «*économie de marché*» libérée des contraintes de la réglementation étatique, était donc en fait le signe d'une profonde maladie de «l'économie réelle», bridée par l'étranglement du pouvoir d'achat des salariés, rongée par une crise rampante de surproduction. D'un côté une accumula-

ciers à ce point assoiffés de valorisation qu'ils en viennent à oublier toute retenue et toute prudence pour les uns prêter aux précédents et les autres accepter de s'investir dans des titres opaques assis sur des créances aussi douteuses. Quand le capital ne trouve plus d'autre planche de salut que de devoir avancer à ses propres salariés, sous forme de prêts, l'argent qu'il a refusé de leur avancer sous forme de salaires, pour tenter de leur permettre de continuer malgré tout de consommer les marchandises qu'il a produites et à travers la vente desquelles il doit se valoriser, c'est que la formule sur laquelle repose sa propre reproduction est manifestement viciée. Et cette formule est celle-là même dont le néolibéralisme s'était fait le propagandiste ainsi que le maître d'œuvre.

## Conclusion provisoire

Ainsi, la crise actuelle ne met pas seulement à mal le discours néolibéral, elle compromet aussi sérieusement la mise en œuvre du programme politique néolibéral, tant dans sa volonté de déréglementation et de 'libéralisation' que, surtout, dans sa volonté d'imposer un «*partage de la valeur ajoutée*» censé créer les conditions d'un nouveau régime cohérent, donc stable et durable, de reproduction du capital. Autrement dit, la crise actuelle prive brutalement l'ensemble des gouvernements des principaux Etats de la planète ainsi que les directions des institutions financières internationales de leur précédente boussole et cartes. Elle crée donc aussi les conditions d'une crise politique majeure qu'il nous appartient d'aggraver par nos revendications et nos actions. A nous de nous saisir de cette situation nouvelle pour contre-attaquer un ennemi de classe affaibli par les conséquences néfastes pour lui de sa propre stratégie antérieure, en ajoutant à l'incapacité de «*ceux d'en haut*» de continuer à dominer selon les termes de la formule néolibérale le refus de «*ceux d'en bas*» de continuer à être dominés selon cette même formule – voire à être dominés tout court. C'est à l'examen des différentes possibilités qui nous sont offertes sous ce rapport que sera consacré un autre article à paraître dans le prochain numéro d'*A Contre-Courant*.

**Alain Bihr**

1) Christian Chavagneux, "Banques : risquer plus pour gagner plus", *Alternatives Economiques*, n°267, mars 2008, page 7.

2) Parmi ces derniers, certains étaient même qualifiés de Ninja : no income, no job or asset (pas de revenu, pas de boulot ni d'actif), autrement dit clairement reconnus pour insolubles. Mais ce n'était pas une raison suffisante pour ne pas les endetter...

3) La même technique de titrisation a été simultanément utilisée pour socialiser d'autres créances, souvent tout aussi douteuses : des prêts à la consommation courante, des encours sur des cartes de crédit, des prêts aux étudiants, etc. Les titres vendus sur le marché financier constituaient ainsi le plus souvent une 'macédoine' de fractions de créances dont l'acquéreur ignorait complètement la nature. Au terme de deux ou trois répétitions de ce type de montage, impossible de savoir ce qu'on détient ni, surtout, quelle en est la valeur : à quelle quantité de valeur effective, de valeur effectivement formée et réalisée, le titre donne droit.

4) 14 % des ménages ayant contracté des emprunts subprime étaient en défaut de paiement au printemps 2007. Et ce sont d'ores et déjà plus d'un million de ménages états-uniens qui ont été expulsés - et on est pas au bout de la crise des subprimes, qui ne pourra que s'aggraver avec la récession économique qui s'installe et la chute de la valeur des biens immobiliers dont le marché est encombré par les logements des ménages expulsés. Selon certaines estimations, deux autres millions pourraient l'être à brève échéance.

5) D'autant plus qu'ils n'était plus possible de compter sur l'intervention intéressée des fameux "fonds souverains" des Etats dits émergents (Chine, Inde, Russie et émirats du Golfe) qui, dans un premier temps, s'étaient laissés tenter de racheter quelques acteurs financiers occidentaux, avant de se rendre compte - mais un peu tard - qu'il s'agissait de 'rossignols'.

6) Sans doute parce que le secrétaire d'Etat au Trésor (le ministre des Finances états-unien) est l'ancien patron de Goldman Sachs, la grande rivale de Lehman Brothers...

7) Cf. Frédéric Lordon, "Le jour où Wall Street est devenu socialiste", *Le Monde Diplomatique*, octobre 2008.

8) "La somme totale des CDS contractés aux États-Unis se monte - cela dépend des sources - à 45 ou 62 mille milliards de dollars, de toute manière un chiffre proche du total des dépôts bancaires à l'échelle mondiale..." Paul Jorion, "Le monstrueux contraire d'une assurance", [http://contreinfo.info/article.php3?id\\_article=217](http://contreinfo.info/article.php3?id_article=217)

9) Notamment celles fortement impliquées dans les opérations de leverage buy out ou LBO, consistant à racheter des entreprises (à l'aide de prêts bancaires) pour les restructurer (souvent sauvagement du point des intérêts des salariés) de manière à en faire grimper la capitalisation boursière avant de les revendre en réalisant en principe au passage de somptueuses 'plus-values'. Avec le ralentissement économique et surtout la débâcle boursière, nombre d'opérations de LBO prennent du retard ou même ne se bouclent pas et les banques se retrouvent avec une nouvelle

## CRISE Votre banquier bouge encore ?



masse de créances douteuses et invendables.

10) Chiffres cités par Guillaume Duval, "Tous les clignotants sont au rouge", *Alternatives Economiques*, septembre 2008, page 9.

11) Cf. *La novlangue néolibérale*, Editions Page deux, Lausanne, 2007.

12) "Ci-gît le libéralisme, 1979-2008", *La Tribune*, 10 octobre 2008.

13) Quelques-uns des principaux éléments de l'analyse suivante ont déjà été développés par François Chesnais, "Sur le portée et le cheminement de la crise financière", *Carré Rouge-La Brèche*, n°1, décembre 2007-février 2008; Charles-André Udry, "Subprime". Une crise du capitalisme des temps présents", *A Contre-Courant*, n°194, mai 2008; Michel Husson, "Le capitalisme toxique", <http://hussonet.free.fr/toxicapw.pdf> (à paraître dans *Inprecor*).

14) Cf. "Pour gagner plus, il faut lutter plus !", *A Contre-Courant*, n°195, juin 2008. Cf. aussi Michel Husson, "La hausse tendancielle du taux d'exploitation", *Inprecor* n°534-535, janvier-février 2008 ; et "Part des salaires: et pourtant elle baisse !", <http://hussonet.free.fr/pourtant.pdf>

15) Cf. [http://www.ilo.org/global/About\\_the\\_ILO/Media\\_and\\_public\\_information/Press\\_releases/lang-fr/WCMS\\_099410/index.htm](http://www.ilo.org/global/About_the_ILO/Media_and_public_information/Press_releases/lang-fr/WCMS_099410/index.htm) On aura compris que cette distorsion du "partage de la valeur ajoutée" a affecté l'ensemble du coût salarial, par conséquent non seulement les salaires directs perçus par les salariés en emploi mais tout aussi bien les prestations sociales perçues par les chômeurs, les malades et les invalides, les retraités qui constituent en fait un salaire indirect. La paupérisation relative voire absolue du salariat a donc frappé l'ensemble de ces catégories au cours de ces dernières décennies.

16) *Financial Times*, 16 septembre 2007. Cité par Charles-André Udry, op. cit.

17) Fait mis en évidence par Michel Husson, "Le taux d'accumulation ne suit plus le taux de profit", note hussonet n°2, 25 septembre 2008 <http://hussonet.free.fr/>



## Le manifeste des désobéissants

Nous sommes un certain nombre à penser que la situation inquiétante de notre planète nous impose de retrouver le chemin de formes d'action et de lutte plus efficaces et plus radicales. Nous croyons que la réalité des rapports de force que nous subissons en matière de nucléaire civil et militaire, de protection de l'environnement contre les pratiques de certaines multinationales, de mondialisation de l'injustice sociale, etc. exigent de renouer avec une culture de la désobéissance civile/civique, de l'action directe non violente, du refus radical et ludique.

Conscients des limites liées aux modes traditionnels de mobilisation (pétitions, manifestations...), qui ne nous valent que de trop rares victoires, et n'attirent plus guère les nouvelles générations de militants, nous avons décidé de former un réseau informel de militants de l'action directe non violente. Parce que nous voulons nous battre pour la défense de la vie et de la justice sociale, nous avons décidé de nous organiser en un groupe de volontaires et d'activistes prêts à agir de manière directe et non violente aussi souvent que nécessaire/possible.

Nous sommes des faucheurs d'OGM, des démonteurs de panneaux publicitaires, des clowns activistes, des dégonfleurs de 4x4 de ville, des inspecteurs citoyens de sites nucléaires, des intermittents du spectacle, des activistes écologistes, des hébergeurs de sans papiers, etc. Nous pensons que nos luttes et nos méthodes relèvent d'une dynamique alter mondialiste plus indispensable que jamais, et que c'est ensemble, et dans l'action directe non violente, que nous rendrons possible la transformation radicale de notre société, et de ce fait notre survie à tous dans un monde redevenu vivable.

Dans un premier temps, nous avons décidé de nous former à l'action directe non violente, et aussi de faire émerger parmi nous des formateurs d'activistes, afin de démultiplier les formations et d'élargir ainsi nos rangs, tout en diffusant la culture de l'action directe non violente. Des stages se tiennent régulièrement, auxquels vous pouvez participer en vous inscrivant auprès de nous. Vous pouvez y participer quelle que soit votre expérience du militantisme ou de l'action directe non violente. Ces stages sont aussi l'occasion de discuter la préparation d'actions concrètes.

En espérant vous compter nombreux parmi nous !

**Le collectif initiateur du Manifeste des DESobEissants**

[www.desobeir.net](http://www.desobeir.net)

## Appel du comité régional Picardie de «Tous Ensemble pour un front syndical de classe»

Sécurité Sociale, retraites, Code du Travail, politique d'immigration, services publics ... depuis son accession au pouvoir, Sarkozy, sous le joug de l'Europe de Maastricht et du MEDEF, tente d'imposer une « rupture » qui consiste en réalité à la destruction méthodique du modèle social français et de tous les acquis obtenus de haute lutte en 1936, 1945, 1968 ...

Alors qu'il serait de leur devoir de faire converger les résistances et les luttes qui apparaissent un peu partout (Education Nationale, Goodyear, SNCF, Renault, mobilisation citoyenne contre le fichier Edvige ou contre la privatisation de La Poste ...etc.), les confédérations syndicales s'attachent à organiser des journées d'action isolées et sans lendemain.

Cette volonté des états-majors syndicaux de négocier coûte que coûte le recul social tout en freinant délibérément les luttes et en évitant leur globalisation n'est pas surprenante de la part de syndicats comme la CFTD, la CFTC ou la CGC qui ont, historiquement, collaboré.

Mais elle l'est beaucoup plus de la part de syndicats de lutte comme la CGT ou la FSU.

Conscients de cette dérive contre-nature, des militants de ces deux confédérations ont lancé une pétition nationale le 1er juin 2008, qui a recueilli à ce jour près de 3 400 signatures en dépit des congés estivaux. Le texte est consultable et peut être signé sur internet : <http://tous-ensemble.dyndns.org>.

Les signataires de cette lettre ouverte «... s'engagent à tout faire pour faire monter cette exigence (construction du « tous ensemble et en même temps ») dans leur entreprise, leur quartier, leur syndicat. La balle est dans le camp des directions syndicales nationales qui doivent cesser « d'accompagner » la rupture afin de reprendre le seul chemin gagnant : faire le lien entre toutes les contre-réformes, travailler concrètement à préparer avec les salariés les conditions de l'affrontement de classe victorieux avec ce pouvoir destructeur, construire l'unité dans l'action des travailleurs et de la jeunesse.».

Les signataires de la région Picardie se sont réunis le samedi 20 septembre 2008 à 17h30 à LAON (02). Ils ont décidé à l'unanimité la création du Comité régional Picardie pour un front syndical de classe dans le but d'amplifier l'appel de la «lettre ouverte de masse aux états-majors syndicaux».

Ils estiment que la construction d'un front syndical de classe «tous ensemble et en même temps», le seul qui permettra de stopper la rupture antisociale de Sarkozy, du MEDEF et de l'Europe de Maastricht, passe par la reprise en main de leurs syndicats respectifs qui pratiquent un accompagnement contre-nature et contraire à la volonté d'une base majoritaire mais divisée et muselée.

Le Comité régional Picardie appelle les signataires des autres régions à se constituer en comités organisés, dans le dessein d'une réunion nationale et de la constitution d'un comité national fin 2008 – début 2009 au plus tard.

Il appelle à continuer de diffuser la pétition le plus largement possible, en particulier dans les entreprises, dans les lycées et les universités, dans les quartiers ... Fort de ses convictions, chaque signataire ne doit pas se limiter à sa propre signature : il doit s'emparer du texte et le diffuser à son tour en masse.

**A LAON, le 20 septembre 2008.**

**CONTACT : Olivier LEFEVRE – 06-07-88-01-55**

# Rencontres et lectures à contre courant

## Le mandat impératif

La démocratie représentative ! - voilà ce dont se gaussent les Maîtres du Monde. Ils prétendent avoir instauré là un modèle indépassable où le peuple a la "liberté" de voter pour eux tout en se faisant exploiter quotidiennement. Ils se gardent bien évidemment d'avouer cela. Tandis qu'une partie des révolutionnaires se bat pour une démocratie qui soit à la fois politique, économique et sociale, pour le contrôle et la révocabilité à tout moment des mandats, pour la démocratie directe, pour le mandat impératif.

L'auteur, Pierre-Henri ZIDMAN, retrace dans son livre l'histoire du mandat impératif et de la démocratie directe depuis la Révolution Française jusqu'à la Commune de Paris. On peut regretter toutefois que cette histoire s'arrête à la Commune: bien des tentatives d'instauration du mandat impératif ont eu lieu après cette date. Mais cette remarque ne peut suffire à nous faire boudier le plaisir de la lecture de cet ouvrage qui démontre qu'une démocratie authentique est possible et souligne également que les Maîtres du Monde font et feront tout pour empêcher son avènement.

"**Le mandat impératif**" est paru aux Editions Libertaires 35 allée de l'Angle Chaucre 17190 ST GEORGES D'OLERON. Tél. 05.46.76.73.10. 12 euros (+ 10% de frais de port).

## Elisée Reclus

Les Editions Libertaires rappellent à notre mémoire un petit ouvrage (65 pages) à trois têtes (Guy Hénoque, Paul Boino, Olivier Clairat) qui fut Elisée Reclus, connu essentiellement comme «communard» (1871), mais aussi comme géographe de renommée internationale. Son engagement dans le mouvement anarchiste et la franc-maçonnerie le conduira après le coup d'état de décembre 1850 à l'exil en Grande-Bretagne, aux Etats-Unis et en Amérique du Sud. Revenu en France, il est arrêté les armes à la main en 1871 et condamné à la déportation en Nouvelle-Calédonie. L'intervention de la communauté scientifique internationale aboutira à la commutation de la peine en dix années de bannissement. Il rejoint alors son frère en Suisse et participe à la Fédération Jurasienne avec Bakounine. Il deviendra l'ami de Kropotkine. Plus tard il s'installe à Bruxelles où il contribue à la fondation de la première université laïque belge.

Il participe à de nombreux journaux : «Le Cri du Peuple», «le Révolté», «L'insurgé»... et est l'auteur de la monumentale «Géographie universelle» (19 volumes) et de «L'Homme et la Terre» (6 volumes), l'un et l'autre ouvrages de géopolitique dans lesquels il analyse le rapport de l'homme dans son environnement.

Il disparaît en 1905, à même année qu'une autre célèbre communarde : Louise Michel.

Cet ouvrage sur Elisée Reclus est disponible pour 8 euros (+ 10% de frais de port) aux Editions Libertaires (voir coordonnées ci-dessus).

## Empire du langage ou impérialisme langagier ?

Qu'il s'agisse de philosophie ou de sciences sociales, le langage occupe dans la pensée contemporaine une place tout à fait exorbitante.

Les théories en vogue considèrent que la réalité sociale est de nature fondamentalement langagière. Pour elles, les actes d'intercompréhension, les échanges linguistiques guidés par la poursuite du consensus, constituent la base de l'activité sociale. Les dimensions pratiques, la matérialité de l'existence des hommes sont ignorées; ainsi les antagonismes sociaux, l'exploitation, la domination ne seraient plus d'actualité.

L'auteur, Claude Morilhat, conduit l'analyse en passant par l'étude critique des œuvres de trois penseurs contempo-

rains: Searle, Habermas, Rorty. Il propose ensuite de mettre en cause cet enfermement langagier en s'appuyant sur certaines controverses qui ont marqué la philosophie du langage au cours du XXe siècle. Enfin, il montre que la survalorisation actuelle du langage est liée aux transformations qui affectent les sociétés capitalistes avancées.

Cet ouvrage (166 pages - 14 euros - 978-2-940189-41-0 - novembre 2008) est paru aux

Editions «Page deux» Case postale 34 1000 Lausanne 20 (Suisse). Tél. +41 21 625 70 62 Fax +41 21 625 70 64.

## Ni patrie ni frontières

Le numéro 25/26 (octobre 2008) de «**Ni Patrie ni frontières**» aborde la question des sans-papiers en France et aux Pays-Bas du point de vue des soutiens (RESF, CSP 75) et du point de vue des travailleuses sans-papiers à travers le «*Journal de la Bourse occupée*».

Egalement au sommaire de cette revue, qui se présente sous la forme d'un livre de 232 pages, l'étude d'un marxiste libertaire qui analyse les grandes modifications en cours dans l'organisation du travail et de la vie sociale, au Nord comme au Sud; il identifie aussi certaines des raisons de la crise idéologique de la gauche et de l'extrême gauche actuelles.

On y découvrira aussi une analyse du chavisme décourtisé par les anarchistes vénézuéliens d'«*EL Libertario*» ainsi qu'une description par le groupe «*Mouvement communiste*» de la situation coloniale du Tibet.

Un bon tiers du livre est consacré aux «*débats et polémiques*» d'actualité où le responsable de cette publication, Yves Coleman, saisit toutes les occasions pour poser des questions qui ne sont presque jamais posées ailleurs. Il dérange et stimule minutieusement et rigoureusement. Ainsi, sur «l'affaire Siné», dans un article intitulé «*Ni Joffrin, ni Val, ni Siné, la clarté politique d'abord !*» Coleman questionne : «*Les réseaux de solidarité envers Val d'un côté, envers Siné de l'autre se gardent-ils bien d'aborder le fond des questions touchées. Qu'est-ce que le racisme ? Qu'est-ce que l'antisémitisme ? Y a-t-il, oui ou non, des liens entre anticapitalisme de gauche et antisémitisme ? De quelle nature ? Entre antisémitisme de gauche et antisémitisme ? Lesquels ? Et si des passerelles ont existé et existent encore entre ces idéologies, comment peut-on y mettre fin et lever toute ambiguïté ? (...)* Ces questions ne sont jamais discutées sérieusement et se résolvent par ces réseaux, car ce qui les intéresse c'est uniquement de se dénoncer mutuellement, pas de faire réfléchir leurs soutiens».

**Ni patrie ni frontières** n° 25/26 (octobre 2008). 232 pages. 10 euros. Chèque à l'ordre d'Yves Coleman 10 rue Jean Dolent 75014 PARIS. Contact : [yvescoleman@wanadoo.fr](mailto:yvescoleman@wanadoo.fr) Site (partagé avec d'autres publications) : <http://www.mondialisme.org>

## Soutenez le plan Paulson du journal CQFD !

Le mensuel CQFD a lancé il y a quelques semaines ce qu'il appelle un «*déchirant appel à pognon*» qui a «*bien été entendu, mais vous point encore suffisamment*». L'équipe du journal espère 2 000 abonnés supplémentaires : manque d'oseille, question de survie ! Mi-octobre il n'y avait que 500 abonnements nouveaux. «*Vous ne moufiez pas quand le gouvernement refille trois milliards de vos euros à la banque Dexia, mais vous regimbez pour vingt-deux malheureuses piécettes !*» fait remarquer CQFD qui suggère aussi de «*mordre vos amis et de les tenir fermement jusqu'à ce qu'ils nous signent un chèque*»... Un chèque de 22 euros pour un abonnement d'un an à adresser à :

CQFD BP 70054 13192 MARSEILLE cedex 20. Tel/Fax/ Rép : 04 91 90 25 04 [www.cequifautdetruire.org](http://www.cequifautdetruire.org)





## Le Capital dans tous ses délires

(financiers)  
par Dédé



### COMITE DE REALISATION

A. BIHR / L. DALSTEIN / G. DENEUX / J. FORTCHANTRE / O. MANGEOT  
M. MANSOUR / B. MARION / B. SCHAEFFER / A. ET D. WALTER

## BULLETIN D'ABONNEMENT

\*\*\*

Abonnement 10 numéros (1 an)

- SIMPLE . . . . . 10 Euros  
 de SOUTIEN . . . . . Euros  
 Faibles ressources (selon possibilités) . . .

(Chèque à l'ordre de: "A Contre Courant")

NOM \_\_\_\_\_

Prénom \_\_\_\_\_

Adresse \_\_\_\_\_

CPPAP  
n° 0208 G 87630

Dispensé de timbrage

Mulhouse-CTC

**A CONTRE COURANT**  
(service abonnements)  
BP 2123  
68060 MULHOUSE cedex

**P**

**PRESSE**  
DISTRIBUÉE PAR  
LA POSTE

Déposé le 10/11/2008

## Sommaire

- Page 1 ..... Edito : En toute immodestie !  
 Page 2 ... L'Autriche honore son délinquant xénophobe  
 Page 3 et 4 ..... Vers la stratégie de choc et effroi  
 L'exemple de la Russie "post-soviétique"  
 Page 4 ..... Edito d'AL : Je te tiens, tu me tiens...  
 Page 5 à 12 ..... Sur la crise : Le triomphe catastrophique  
 du néolibéralisme  
 Page 13 .... Quand la gauche "radicale" ne se dit pas ce  
 qu'elle a à se dire - Première rencontre des signataires  
 de l'Appel de Politis  
 Page 14 ..... Le manifeste des désobéissants  
 Page 14 . Appel du comité Picardie de "Tous ensemble"  
 Page 15 ..... Rencontres et Lectures  
 Page 16 ... Le capitalisme dans tous ses délires par Dédé

ACC dispose d'un Fax au 03 89 46 29 79 (Pour le 68)  
 et au 03 25 05 57 57 (Pour le 52)

ACC sur internet : <http://www.acontrecourant.org>  
 Courriel : [courrier@acontrecourant.org](mailto:courrier@acontrecourant.org)

Impression et Direction de publication :

**JEAN FORTCHANTRE** 1 rue Victor Hugo  
52100 BETTANCOURT-LA-FERREE